

Au grand dam des cantons, la BNS plonge dans le rouge

Banque nationale
L'institut d'émission enregistre une perte d'environ 132 milliards en 2022, selon les chiffres provisoires publiés lundi.

La Banque nationale suisse (BNS) ne pourra pas procéder à la distribution d'un bénéfice au titre de l'exercice écoulé. L'institut d'émission a enregistré une perte de quelque 131 milliards de francs sur les positions en monnaies étrangères et d'environ 1 milliard sur les positions en francs. Le stock d'or a, lui, généré une plus-value de 0,4 milliard.

Le montant attribué à la provision pour réserves monétaires s'élèvera à 9,6 milliards de francs. Après prise en compte de la réserve pour distributions futures de 102,5 milliards, la perte portée au bilan s'établit à quelque 39 milliards, précise la BNS. Ce résultat rend impossible toute distribution, aussi bien aux actionnaires de la Banque centrale helvétique, qui ne toucheront pas de dividende, qu'à la Confédération et aux cantons.

La perte est légèrement inférieure aux prévisions des économistes d'UBS, qui avaient indiqué la semaine passée s'attendre à un résultat négatif de 137 milliards.

La Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF) a qualifié lundi de «fâcheuse» la non-distribution par la Banque nationale suisse d'un bénéfice aux cantons et à la Confédération. Les résultats intermédiaires de l'établissement indiquaient toutefois déjà que la contribution était en danger.

«Il est connu que les bénéfices de la BNS fluctuent fortement et que les distributions ne peuvent pas être considérées comme allant de soi», écrit la CDF. Déjà lors de l'exercice 2013, aucun bénéfice n'avait été distribué.

Incertitudes pour 2023

Il est de la compétence et de la responsabilité de chaque canton de tenir compte de la situation. Il existe donc des différences entre les cantons en matière de budgétisation. D'une manière générale, ils ont prévu une distribution de bénéfices inférieure à celle des années précédentes, relève la CDF. En 2021 et en 2020, la BNS avait reversé le maximum possible, soit 6 milliards de francs.

«Les distributions ne peuvent pas être considérées comme allant de soi.»

Conférence des directeurs cantonaux des finances

Le retour de la manne en 2024 est conditionné à la capacité de renflouer les réserves pour distribution et la provision pour réserves monétaires lors de l'exercice en cours. Le garant de la stabilité monétaire aura pour ce faire besoin de conditions particulièrement favorables.

Le bilan détaillé de l'exercice 2022 doit être publié le 6 mars. **ATS**

Vice-présidence du PS

Valérie Piller Carrard coche toutes les cases

La conseillère nationale fribourgeoise se dit «intéressée» à reprendre la fonction au parti et succéder à Elisabeth Baume-Schneider.

Florent Quiquerez Berne

La présidence du Parti socialiste invite ce mardi à Berne les journalistes pour leur traditionnel apéritif des Rois. En cette année électorale, les coprésidents Mattea Meyer (ZH) et Cédric Wermuth (AG) se pencheront sur les priorités politiques qui doivent permettre au parti de stopper son érosion. Mais dans l'immédiat, c'est un problème de personnel politique qu'ils doivent régler.

Avec l'élection d'Elisabeth Baume-Schneider au Conseil fédéral, ils doivent trouver une nouvelle vice-présidente. Les papables ne sont pas légion. Si l'on considère qu'il faut idéalement une élue fédérale romande venant d'une région rurale, alors tout conduit à une personne: Valérie Piller Carrard (PS/FR).

Contactée, la conseillère nationale admet avoir «été sollicitée et encouragée par plusieurs camarades à relever ce défi». «Oui, cette fonction m'intéresse. Mais à ce stade, la décision de proposer ma candidature n'a pas encore été prise. Je me laisse un temps de réflexion. C'est un poste exigeant, et je dois voir si j'arrive à m'organiser tant professionnellement que personnellement pour dégaier du temps.»

En plus de son mandat de députée fédérale qui occupe, selon elle, un bon 70%, cette mère de trois enfants est en effet présidente de Pro Familia Suisse. Elle est aussi au comité de la LITRA, l'association suisse qui s'engage en faveur du transport public en Suisse, et vice-présidente de Oustrail. Des liens d'intérêts en rapport avec ses mandats parlementaires: elle siège à la Commission des transports et des télé-



Le verdict aura lieu le 25 février, mais tout porte à croire que la Fribourgeoise Valérie Piller Carrard sera la prochaine vice-présidente du Parti socialiste. KEYSTONE

«Oui, cette fonction m'intéresse. Mais à ce stade, la décision de proposer ma candidature n'a pas encore été prise.»

Valérie Piller Carrard, conseillère nationale (PS/FR)

communications et à celle de la science de l'éducation et de la culture.

Un problème de relève?

Politiquement, son parcours est en dents de scie. Élu au législatif de son canton, à l'âge de 23 ans, elle entre dix ans plus tard au Conseil national en 2011. Bien qu'elle se représente cet automne pour un quatrième mandat, Valérie Piller Carrard ne fait pas partie des figures en vue du palais, préférant le travail en coulisse aux

feux des projecteurs. Toutefois, ceux qui la connaissent louent son parler vrai et une forme de bon sens terrien. D'ailleurs, elle était l'une des seules à oser dire ses quatre vérités à Christian Levrat, l'ancien homme fort du PS suisse, Fribourgeois comme elle.

Elle encaisse toutefois deux gros revers. En 2018, elle échoue aux portes du Conseil d'État fribourgeois lors d'une complémentaire sur fond de guerre PS-Verts. En 2021, elle termine huitième et trébuche à nouveau devant l'Exécutif cantonal. Faut-il voir son intérêt pour la vice-présidence du PS comme une revanche? «Ce n'est pas du tout mon état d'esprit», répond Valérie Piller Carrard. Si je devais me lancer, ce serait pour apporter mon expérience du terrain, et défendre un certain retour aux sources des valeurs socialistes.»

Hasard du calendrier, l'élection aura lieu le 25 février dans son canton: Fribourg. Et si Valérie Piller Carrard n'est pas encore officiellement candidate, on sent bien qu'elle a les faveurs de l'autre vice-président romand, Samuel Bendahan (PS/VD). «Elle a toutes les cartes en main pour

faire une bonne vice-présidente. En plus, son profil d'élue issue d'une région rurale serait complémentaire au mien.»

Le PS a surtout intérêt à ce qu'elle se lance. Car il n'y a pas vraiment d'alternative. Ada Marra (PS/VD) a déjà donné et quittera Berne. Quant à la nouvelle sénatrice jurassienne Mathilde Crevoisier Crelier, elle vient de débarquer à Berne. Enfin, avec respectivement 65 et 67 ans, les deux conseillères nationales Brigitte Crottaz (VD) et Laurence Fehlmann Rielle (GE) ne représentent pas la nouvelle génération.

Cette élection d'une nouvelle vice-présidente est-elle la preuve que le PS a un problème de relève? «Pas du tout», rétorque Samuel Bendahan, qui rappelle que Mathilde Crevoisier Crelier siège depuis des années au comité des femmes socialistes suisses. Et de préciser que rien n'interdit d'aller chercher une candidate dans les cantons. «Le PS dispose d'un important vivier de politiciennes qui ont du talent, et nous pourrions aussi miser sur une élue qui a de bonnes chances d'être élue en octobre.»

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers

INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	14378.47▲	+0.72%	Stoxx 50	3842.54▲	+0.66%
SMI	11212.57▲	+0.61%	Dow Jones	33835.68▲	+0.61%
CAC 40	6907.36▲	+0.68%	Nasdaq Comp.	10787.75▲	+2.07%
FT 100	7724.94▲	+0.33%	Nikkei	25973.85▲	-
Xetra DAX	14792.83▲	+1.25%	Shanghai Comp.	3329.24▲	+0.58%
Euro Stoxx 50	4068.62▲	+1.26%	Bovespa	109448.74▲	+0.45%

*VAR = Variation par rapport à la veille Les données américaines datent d'hier à 18h30

SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	30.44	+1.4	-6.2	Partners Grp N	867.60	+1.6	-34.5
Alcon	66.58	+0.6	-6.7	Richemont N	134.75	+1.2	+1.5
CS Group N	3.06	+3.2	-65.7	Roche BJ	291.40	-0.7	-21.5
Geberit N	497.30	+4.3	-27.4	Sika N	244.60	+5.1	-28.1
Givaudan N	3023.-	+3.1	-31.4	Sonova N	231.80	+1.6	-28.1
Holcim N	50.98	+2.0	+4.7	Swiss Life N	503.20	+0.9	-15.2
Logitech	61.90	+0.8	-16.7	Swiss Re N	94.04	-0.9	-1.0
Lonza Group N	461.90	+0.9	-31.8	Swisscom N	530.40	+0.4	+2.1
Nestlé N	111.62	+0.5	-8.4	UBS N	18.55	+1.4	+4.3
Novartis N	85.31	-0.5	+3.5	Zurich Ins. N	449.80	+1.2	+6.2

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	0.14	+3.0	-86.6	Groupe Minoteries	294.-	0.0	-27.9
Aevis	19.-	+2.4	+27.9	Kudelski	2.44	+0.4	-30.5
APG SGA	169.-	+6.0	-11.4	Leclanché	0.50	+5.2	-19.9
BCV	86.65	-0.2	+19.7	Lem	1862.-	-1.2	-18.7
BCGE	178.50	0.0	+11.2	Romande Energie	1250.-	+1.6	-9.7
BVZ	730.-	0.0	+4.3	Swissquote	144.50	+3.6	-18.5
Cicor	47.30	+3.1	-5.4	Temenos	56.86	+1.2	-51.5
Co. Fin. Tradition	106.50	+2.4	+0.5	Vaudois Assur.	439.-	+0.5	-0.2
Comet	217.-	+4.1	-26.2	Vetropack	39.25	+1.0	-30.8

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Métaux précieux

	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	55461.-	55961.-	1872.60	1874.60
Ag	705.00	720.00	23.89	23.59
Vreneli		320.-		346.-

Pétrole

	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100L à 15° (prix indicatif)	125.5	129.3
Essence Litre (s/p 95)	1.76	1.76
Brent Brut en USD par baril	81.30	78.57

Monnaies (Billets)

	ACHAT	VENTE
Euro	0.9575	1.0125
Dollar US	0.8800	0.9600
Livre Sterling	1.0540	1.1860
Dollar Canadien	0.6450	0.7250
100 Yens	0.6485	0.7465
100 Cour. suéd.	0.6500	0.7300
100 Cour. norvég.	0.2185	0.2715
100 Cour. dan.	12.3500	14.1500

Sponsorisé par
GONET
BANQUIERS 1845

L'USS veut des hausses réelles de salaire

Syndicats
Face à l'accroissement de la précarité et des inégalités, les syndicats ne se satisfont pas des hausses salariales obtenues pour 2023.

L'Union syndicale suisse (USS) n'est pas convaincue des augmentations de salaires reçues dans de nombreuses branches pour 2023. Et réclame notamment un salaire minimum de 4500 francs.

«Au moment où la démocratie est attaquée dans le monde, comme actuellement au Brésil, sa défense passe par celle des principes d'égalité et de justice sociale», a déclaré le président de l'USS Pierre-Yves Maillard lundi en préambule de la conférence de presse annuelle de l'organisation. «Or, les chiffres montrent que l'inégalité progresse en Suisse, même si c'est de façon moins marquée

que dans d'autres pays européens ou aux États-Unis», pointe-t-il.

Pouvoir d'achat

Aux yeux de l'organisation, il importe que le pouvoir d'achat suive le rythme de la production globale, sinon la demande sera insuffisante. Les syndicats se félicitent d'avoir obtenu pour 2023 des hausses substantielles de salaire de 2,5% pour les branches conventionnées, avec une inflation 2022 à 2,8%. Mais ils estiment cela insuffisant eu égard au «besoin de rattrapage» et à l'inflation.

L'USS demande des augmentations réelles de salaires, une compensation automatique du renchérissement et diverses revalorisations ciblées. «Un salaire doit permettre de vivre. Il ne doit pas y avoir de salaire inférieur à 5000 francs pour les titulaires d'un certificat d'apprentissage (CFC) et de moins de 4500 francs pour tout le monde», estime Daniel Lampart, économiste en chef de la fédération.

«Les chiffres montrent que l'inégalité progresse en Suisse.»

Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS)

La centrale syndicale réclame aussi une hausse des subsides maladie, les primes ayant atteint un niveau insupportable pour de nombreux ménages. Elle plaide aussi pour une revalorisation des métiers majoritairement féminins, comme les soins, qui restent «moins bien rémunérés», ainsi qu'une participation des employeurs aux réductions de temps de travail.

Aujourd'hui, les personnes à bas ou moyens revenus gagnent moins qu'en 2016, en tenant

compte de l'inflation, pointe l'organisation. À l'inverse, les personnes situées dans les 10% des revenus les plus élevés ont, elles, «bénéficié de généreuses augmentations». Ce creusement des inégalités doit être combattu, aux yeux de l'USS.

Banques centrales visées

Le président de l'USS s'en est aussi pris sans détour aux banques centrales, accusant la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne de provoquer sciemment récession et chômage. On appelle ça fonder dans le mur», a-t-il tonné. L'explosion de la pauvreté en France et en Allemagne notamment est une conséquence.

Les syndicats annoncent vouloir se mobiliser notamment lors de la grève féministe le 14 juin afin de mettre en avant leur volonté que «le travail soit rémunéré à sa juste valeur».

ATS